

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 249
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
10 au 23 sept. 1977

Dopée par la crise, la course aux armements

Le très officiel Institut international d'études stratégiques de Londres, qui vient de publier son étude annuelle sur l'« équilibre des forces », n'a pas manqué de faire cette remarque habituelle : « En dépit des négociations en cours, l'effort d'armement est une constante non démentie ». Récemment, une évaluation de l'ONU

montrait que la course aux armements coûtait un million de dollars toutes les deux minutes, plus de deux milliards de dollars tous les trois jours, c'est-à-dire l'équivalent des richesses nécessaires pour nourrir le quart de l'humanité pendant la même période selon les normes euro-américaines.

Mais il y a bien plus démesuré encore que ces chiffres fantastiques, c'est le cynisme des bourgeois. Selon la propagande officielle, la course aux armements serait un facteur de paix, dans la mesure où c'est l'équilibre de la terreur qui la garantirait. Ce n'est pas un des moindres résultats du bombardement idéologique de la classe dominante que de parvenir à lier l'effort de guerre à l'idée de la tranquillité pacifique, et à faire croire que le terrorisme quotidien est exercé dans l'intérêt de tous et en particulier de la classe ouvrière.

C'est ainsi que le gaullisme a justifié la force de frappe : avoir la bombe « pour ne pas avoir à s'en servir ». C'est aussi le thème que reprend la gauche aujourd'hui : Chevènement explique que « l'existence de la force de dissuasion française est justement, dans l'état actuel des choses, le moyen pour notre pays de ne pas être entraîné malgré lui dans une guerre nucléaire dont l'Europe serait le champ de bataille » (Le Monde du 2/9).

Faut-il rappeler que les armes sont faites pour servir, non pour des raisons métaphysiques ou morales, non pas tellement parce que la fabrication d'armes pousserait à la guerre, mais parce que la course aux armements et la guerre sont inscrites dans

les lois inhérentes au mécanisme capitaliste de production ?

Comment l'équilibre de la terreur pourrait-il garantir la paix ? Prenons la question sur le plan théorique. L'équilibre est justement une chose exceptionnelle dans le mode de production capitaliste, dont la marche chaotique détruit précisément tous les équilibres ! Dire que l'équilibre de la terreur est la meilleure garantie de paix est aussi absurde que de prétendre que la meilleure garantie contre les crises est l'équilibre entre les capitaux.

Le capital n'existe en effet que divisé entre une multitude de capitaux qui se font concurrence entre eux. Or d'innombrables déterminations concrètes font que ces capitaux se développent inégalement. Parallèlement à cette disproportion entre les capitaux, le mécanisme du capital crée une disproportion entre la production et les débouchés, qui aboutit nécessairement à une crise : cette dernière transforme la concurrence en une guerre entre les capitaux pour l'élimination des capitaux en trop et le repartage des marchés.

Ce qui est vrai entre les capitaux à l'échelle commerciale est également vrai à l'échelle des Etats sur le plan militaire. Plus encore : cette concurrence entre les capi-

DANS CE NUMERO

- Le communisme et les nationalisations :
1. Capitalisme et formes de propriété
- « Unité sereine » des directions syndicales CGT-CFDT contre les intérêts de la lutte prolétarienne
- APC/Toulouse : une grève sabotée
- Le tour de vis portugais
- L'entente cordiale sino-américaine

taux se traduit inévitablement par une concurrence entre les Etats, et comme la concurrence c'est la guerre, ce sont bien les armes, les canons et les missiles, qui doivent en fin de compte trancher les litiges. Si nous prenons maintenant la question d'un point de vue historique, la période de

(suite page 2)

PC-PS : une querelle sur mesure

La présente querelle entre le PC et le PS, que l'ensemble de la presse parlée et écrite étale avec un maximum de complaisance, est parfaitement inscrite, non dans le jeu de la majorité gouvernementale, mais dans le jeu des institutions démocratiques, dans le jeu antiprolétarien du parlementarisme. Pour le comprendre, voyons le rôle respectif des deux grands partis de gauche.

Le PS est un parti carrément bourgeois de formation, de tradition, de tempérament, par les liens de ses dirigeants avec la haute administration, le corps des officiers, et les milieux d'affaires. Dans le tandem de la gauche, son rôle particulier est de rassurer la masse des bourgeois sur le fait que le gouvernement de gauche aura un coût politique le moins élevé possible, et que l'on saura faire face aux débordements et aux illusions que charrie inévitablement la présence de partis « ouvriers » au gouvernement.

Le PC de son côté est un parti « ouvrier », mais un parti ouvrier bourgeois, c'est-à-dire qu'il mobilise traditionnellement la classe ouvrière pour canaliser ses efforts sur des objectifs bourgeois. Disons cependant que ce caractère historique doit nécessairement s'effacer toujours davantage, au fur et à mesure que les aspirations de l'aristocratie ouvrière et de la petite-bourgeoisie qu'il exprime devront éloigner de lui non seulement les avant-gardes ouvrières, mais des couches plus larges d'ouvriers mis en mouvement par la crise, en suivant un processus qui est parvenu à terme il y a bien longtemps pour le PS, puisque Trotsky le considérait comme achevé depuis longtemps en 1936.

Il y a donc un partage des rôles entre le PC et le PS. C'est ainsi qu'un gouvernement de gauche pourra d'autant plus assumer sa fonction conservatrice que la classe ouvrière aura plus d'illusions sur l'aptitude du PC à y défendre ses intérêts, — en même temps que la bourgeoisie se prêterait d'autant plus

(suite page 2)

Le tour de vis portugais

Un nouveau tour de vis vient d'être donné au Portugal avec l'adoption, le 25 avril dernier, d'un second plan d'austérité, dont le but est, comme toujours, de freiner l'inflation (plus de 30% le premier semestre 77) et de réduire le déficit de la balance des paiements. Les moyens préconisés ne sont pas moins habituels : ils reposent sur la réduction de la consommation et une attaque en règle contre les salaires, l'emploi et les conditions de travail.

D'une part, on laissera flotter l'escudo, déjà dévalué de 17% en février et dont le taux de change sera réajusté périodiquement en fonction du taux d'inflation, et on augmentera de 25% le prix des carburants et de l'essence. Ces deux mesures peseront lourdement sur le portefeuille et l'estomac de l'ouvrier portugais, dans la mesure où leur conséquence immédiate sera une augmentation des denrées de première nécessité, à cause de l'augmentation des frais de transport et du prix des articles importés, parmi lesquels figure une bonne partie des aliments courants.

D'autre part, parallèlement à cette attaque « indirecte » sur le plan financier, le très socialiste gouvernement Soares fait un nouveau pas dans l'offensive frontale contre les conditions de travail des ouvriers portugais. C'est ainsi que, pour couronner la vague de licenciements qui a lieu surtout dans les entreprises nationalisées par la « révolution des œillets », le nouveau plan d'austérité prévoit la suspension des conventions collectives « dans les entreprises recevant l'aide de l'Etat et qui connaissent des difficultés » (Le Monde, 27-8-77). Le PCP et l'Intersyndicale ont protesté bruyamment contre cette der-

(suite page 4)

« Unité sereine » des directions CGT-CFDT contre les intérêts de la lutte prolétarienne

Totalement coupée de toute action ouvrière autre que le stérile défilé du 24 mai, la publication en juin dernier des plates-formes des syndicats CFDT et CGT avait donné lieu à un échange de commentaires satisfaits entre dirigeants

responsables : Krasucki et Séguy trouvaient la CFDT en progrès, Maire, nucléaire à part, n'était pas mécontent. Aujourd'hui, à la veille de la rentrée, la presse bourgeoise à l'écoute de leurs dernières déclarations parle d'« unité sereine ».

Les deux centrales ont en effet tout lieu de s'entendre : avant tout, sur le terrain de la paix sociale et de la conservation de l'économie bourgeoise, dont chacune prétend seulement adoucir les conséquences à l'aide de sa panacée favorite, nationalisations pour la CGT et autogestion pour la CFDT (recettes dont nous rappellerons une fois de plus dans ce journal et les suivants la nullité si elles sont poursuivies dans le cadre intact de l'Etat et de l'économie bourgeoise) ; sur le terrain de la vigilance contre le risque de « débordement et de surenchère » (Krasucki, le 21 juin) ; de la surveillance, de l'isolement ou de la répression du « gauchisme », c'est-à-dire en réalité de toute manifestation de combativité ouvrière non immédiatement dévoyée par les appareils syndicaux vers des buts d'intérêt national (exclusion d'un militant CGT à Saint-Nazaire, chasse aux gauchistes dans la région parisienne, attaques répétées contre les grévistes de la Sonacotra, etc.).

La victoire éventuelle de l'Union de la gauche en mars 78 prête à des déclarations ronflantes : « Nous ne consentirons pas à un gouvernement de gauche ce que nous n'avons pas consenti à un gouvernement de droite » (Séguy à Europe n° 1, le 30 août). Il est certain en effet que le résultat des élections ne changera pas le rôle fondamental d'éteignoir et de frein exercé par les directions syndicales avec une activité accrue à mesure que l'attaque capitaliste contre les conditions de vie ouvrière se fait

plus rude et plus ouverte. Mais on pouvait se demander dans quelle proportion ces directions joueraient de la promesse démagogique ou de la préparation active des travailleurs à l'austérité volontaire.

A cet égard, la plate-forme CGT de juin associait l'hypocrisie démagogique et le mensonge ouvert. Ainsi, pour ne prendre que deux points (mais que Lénine considérait comme une des pierres de touche du caractère opportuniste d'une organisation), les « solutions et propositions de la CGT » (Le Peuple du 15 au 30 juin 77) plaident officiellement pour l'égalité des droits entre la main-d'œuvre immigrée et française, mais cela se traduit par... « une procédure offrant toute garantie aux travailleurs immigrés en cas d'expulsion, d'assignation à résidence ou de renouement » (belle égalité !) et par un projet de « réglementation des entrées selon les objectifs du plan » (c'est-à-dire selon les besoins du capital). Les documents alignent de belles phrases sur les femmes, mais n'avancent même pas l'égalité totale des salaires, la remplaçant par cette formule bourgeoise hypocrite : il faut que « la force de travail féminine soit reconnue au même niveau [sic !] que la force de travail masculine ». La CGT y parlait aussi de SMIC aux demandeurs d'un premier emploi : mais elle n'avait pas honte de proposer aux jeunes dans ses tournées de racolage « pour l'emploi » une allocation de 600 F par mois, etc.

(suite page 4)

L'impérialisme français et l'Afrique

L'impérialisme français continue de développer une grande activité, diplomatique et militaire, en Afrique. Les Echos du 1/9 en expliquent rapidement les raisons : « En intervenant au Tchad et au Zaïre, la France a tenu à démontrer qu'elle souhaitait s'affirmer comme la gardienne des régimes africains modérés. Au moment même où le continent noir tend à devenir le terrain d'affrontement privilégié des supergrands, elle œuvre pour préserver ses traditionnels bastions francophones des dangers d'une politique prosoviétique, voire d'un passage sans condition [notez bien!] sous orbite américaine ».

En attendant, le voyage du pèlerin de la « troisième voie africaine » (c'est-à-dire de la voie française), Guiringaud, a été interrompu, au Mozambique et en Tanzanie, par des manifestations dénonçant le soutien donné par Paris au régime de l'apartheid. Les pancartes disaient ceci : « Monsieur le Ministre, vous êtes notre ennemi numéro un. Vous n'êtes pas le bienvenu ici. Allez-vous en ! » ou encore : « France, hors d'Afrique ! ». Ce genre de réactions ne peut qu'aller en se développant, et donner du courage aux mouvements dirigés contre l'impérialisme français dans les semi-colonies pudiquement baptisées « amis francophones ». C'est la raison pour laquelle la campagne policière contre les organisations africaines en France continue. Après l'OCA, c'est l'UNEF (Union Nationale des Etudiants Kamerounais) qui est persécutée : le 9 août, la section lilloise de cette organisation a été interdite.

Bas les pattes des organisations anti-impérialistes africaines en France !

La lutte de classe contre les crimes de l'impérialisme français en Afrique est vitale pour la classe ouvrière métropolitaine.

Impérialisme français hors d'Afrique !

La course aux armements

(suite de la page 1)

paix impérialiste étouffante que nous avons vécue depuis plus de trente ans ne s'explique nullement par un soi-disant équilibre de la terreur. Elle s'explique par le fait que le capitalisme a trouvé, par la destruction de l'Allemagne et du Japon, leur occupation militaire et le repartage du monde, une **solution momentanée** à son problème (la disproportion entre forces productives et rapports de production) mais, bien entendu, tout en préparant le terrain pour une crise encore plus formidable demain. Tout simplement parce qu'il y a plus de capitaux, plus de concurrence, plus de capitalisme et donc plus de déséquilibres, plus d'antagonismes potentiels, non seulement entre les capitaux, les branches, les Etats, mais aussi entre les classes sociales.

La course aux armements, quelle que soit l'idéologie qui la justifie, est donc la **seule réponse** que peut donner le capitalisme à la croissance de tous ces antagonismes.

La crise économique mondiale tombe en 1974-1975. Elle entraîne la peur de luttes sociales et coïncide avec le déplacement des zones de déséquilibres et d'affrontements dans le monde : la « zone des tempêtes » suit aujourd'hui la ligne de failles du Moyen-Orient à Johannesburg en passant par la Corne de l'Afrique. Est-ce un hasard si l'Institut international de recherches stratégiques date le tournant opéré dans la politique militaire internationale en 1976 ? Est-ce un hasard si l'accélération de la course aux armements coïncide avec la crise ? Donnons un seul exemple : malgré la fin de la guerre au Vietnam et derrière le rideau de fumée du repli américain, les effectifs de l'armée US seraient passés de 1973 à 1977 de 2,2 à 2,9 millions d'hommes, soit une augmentation de 33 %.

Cette réalité est celle de tous les pays. Une étude complète pourrait le montrer. C'est en 1976 que l'impérialisme français

a lancé un budget militaire de transition, mais en forte augmentation sur le précédent, qui laisse pour 1982 les grands choix à faire. La France fournit bien une illustration du fait que les progrès du militarisme ne se traduisent pas seulement par un effort d'équipement pour l'armée, mais aussi par un **effort politique constant**. Sans revenir sur la campagne contre les comités de soldats, il faut noter l'abandon par la gauche démocratique des vieilles positions mielleuses du pacifisme de petite puissance où elle se réfugiait dans sa cure d'opposition. Désormais, les choses vont bon train. Le PCF reconnaît la nécessité de la force de frappe que le PS défend avec plus d'acharnement encore que s'il s'était déjà prononcé pour elle ; et ce, juste au moment où le gouvernement met l'accent sur l'armement conventionnel, ce qui lui donne les mains absolument libres dans tous les domaines. Quant au fait que le PCF ne s'est prononcé que pour la maintenance, et non le développement de la force nucléaire, ce n'est qu'une position intermédiaire destinée à faire passer la pilule à sa clientèle, l'aristocratie ouvrière et la petite-bourgeoisie, qui rêve des avantages de l'impérialisme — les fameuses miettes — sans ses inconvénients — le militarisme.

Il faut voir avec quelle fermeté le PCF, au moment de Malville, a porté la propagande sur un terrain général en défendant « le principe du nucléaire » comme « instrument d'indépendance nationale » : c'est qu'il ne s'agissait pas simplement des super-générateurs mais aussi de la bombe atomique. Aussi s'est-il prêté avec complaisance à la campagne sanglante d'intimidation policière.

Ainsi, dans le **consensus général** qui se manifeste pour l'effort d'armement, le gouvernement français peut-il se payer le luxe de lancer une campagne de « désarmement » au moment où les ventes de matériel militaire atteignent des records et où il a besoin de donner le change à la campagne menée

contre l'armement atomique de l'Afrique du Sud ; il peut même se payer le luxe de faire un pas vers l'opposition, qui a toujours demandé la participation aux conférences de désarmement. Ces dernières ont cet avantage inestimable de faire couvrir les agressions de l'impérialisme d'un voile de vertu pacifiste tout en donnant aux puissances plus grandes un contrôle toujours plus étroit sur les puissances plus petites.

Mais si le militarisme est la réponse bourgeoise aux conséquences de la crise capitaliste, il accroît encore la misère et l'oppression du prolétariat des grandes métropoles ainsi que des masses exploitées des pays asservis. Il exacerbe encore les antagonismes potentiels dans lesquels il se prépare à intervenir.

Combattre le militarisme impérialiste ne peut se faire que sur le terrain de la force où se soudent les rangs internationaux du prolétariat. Cela est impossible sans la lutte décidée contre tout chauvinisme, sans la revendication du défaitisme sur toute la ligne dans les querelles de brigands entre Etats, sans la lutte impitoyable contre l'oppression perpétrée par « son » propre Etat sur d'autres pays.

Et cela ne peut se faire sans lier cette lutte à la destruction du capitalisme, sans revendiquer ouvertement la **préparation à l'affrontement des classes contre les préparatifs du militarisme bourgeois** ; sans revendiquer, donc, contre le pacifisme paralysant, les armes de la violence et de la dictature prolétariennes.

Soutenez l'effort de développement de la presse du parti dans les différentes langues !
Souscrivez !

PC-PS : une querelle sur mesure

(suite de la page 1)

facilement à cette expérience qu'elle pourra limiter au maximum, grâce au PS, les coquetteries petites-bourgeoises et les manies des bureaucraties ouvrières qui sont la contrepartie du rôle contre-révolutionnaire du PC. C'est ainsi que le jeu démocratique et parlementaire condamne le PS à une **attitude officielle de fermeté** face au PC et le PC à une allure **batailleuse et querelleuse** face au PS.

Prenons la grande question de la politique gouvernementale face à la crise. Le PS n'hésite pas à parler ouvertement d'austérité, de sacrifices ; il appelle ouvertement les syndicats à **mesurer leurs revendications**, avec les arguments de l'économie libérale traditionnelle. Le PC, pour sa part, et avec lui la CGT et la CFDT, refuse en paroles toute idée d'austérité, même avec un gouvernement de gauche, bien que dans la pratique il prive la classe ouvrière de tout moyen effectif de se défendre. La caractéristique théorique de cette position n'est pas la **défense inconditionnelle** de la classe ouvrière, mais l'idée qu'il est possible de sortir de la crise en développant le marché intérieur ; c'est la communion de la classe capitaliste et de la classe ouvrière, la conciliation de leurs intérêts sur l'autel de l'**intérêt national**. Mais comme les dés sont pipés, que l'intérêt national n'est autre que celui de la classe bourgeoise, que les exigences de l'économie nationale et celles de la classe ouvrière sont inconciliables, le PC fera semblant de découvrir tout à coup, comme il l'a déjà fait en 45 et comme il le fait partout, en Italie, au Portugal, en Espagne, en Argentine, etc., que la condition véritable pour développer l'économie nationale (son objectif), c'est l'**austérité**, ce qui est une **vérité absolue** en régime bourgeois.

Il serait stupide d'imaginer, comme le font les centristes type LCR, que cela marquerait une défaite politique du PCF : cette volte-face inévitable est aussi liée à la **fonction de l'opportunisme**, qui est de détourner de la lutte de classe par des mensonges et de rendre, lorsque les illusions se dissipent, la lutte difficile parce qu'**impréparée**.

C'est ainsi qu'il faut comprendre les querelles sur le SMIC. Le PC avance un chiffre plus élevé que celui retenu par le Programme Commun (2.400 F au lieu de 2.200, la belle affaire !). Mais il est clair que plus il se soumettra à la discipline gouvernementale et plus il devra sembler le faire à contre-cœur pour mieux préparer également l'avenir, c'est-à-dire le contrôle des éventuelles réactions à cette politique.

Voyons la polémique sur les nationalisations : elle est instructive. Le PS voit ces

dernières sans rêver : il s'agit tout simplement de restructurer l'économie nationale dans les conditions de la guerre commerciale internationale et de donner à l'Etat des moyens supplémentaires d'incitation et d'orientation. C'est bien la portée réelle des nationalisations en régime bourgeois. Mais le PC ne serait pas le PC, c'est-à-dire qu'il ne remplirait pas son rôle de parti « ouvrier » bourgeois, s'il ne faisait pas croire à la classe ouvrière qu'il s'agit de déposséder les capitalistes. C'est pourquoi il reproche au PS de vouloir prendre de simples participations dans les entreprises concernées en donnant aux actionnaires des dividendes garantis tandis qu'il propose de son côté la nationalisation totale. Mais il est évident que sa solution, si elle colporte toutes les vieilles illusions de l'anticapitalisme petit-bourgeois, est dans certains cas encore plus profitable que celle du PS aux grands capitalistes qui pourraient enfin récupérer leur capital immobilisé dans des secteurs peu rentables comme la sidérurgie afin de le placer dans des secteurs plus juteux. Voilà la polémique mensongère par excellence : alors que les bourgeois vont choisir selon des critères qui ne relèvent que des pressions des différents capitaux et de la capacité d'une coterie de faire assumer à l'Etat le rôle de **capitaliste collectif**, la campagne électorale présente cette polémique comme ayant pour enjeu l'expropriation des capitalistes, et pour critère l'intérêt des travailleurs.

On voit en même temps qu'une des fonctions de la polémique PC-PS, comme de toute campagne électorale, c'est de tenter de faire **pénétrer** toujours davantage dans les préoccupations des prolétaires les **principes bourgeois** : nous avons vu qu'en matière économique, derrière des mots parfois différents, il y a, pour le PC comme pour le PS, le principe de la subordination des intérêts de la classe ouvrière à ceux de l'économie nationale. Mais la question est encore plus évidente dans le domaine de la défense, où le PC et le PS mettent en avant les « principes intangibles » de l'indépendance et de la souveraineté nationales.

C'est ainsi qu'en cette matière, où chaque parti a des positions relativement dissemblables qui reflètent une dualité d'intérêts dans la bourgeoisie française (dualité qui s'exprime aussi dans la majorité gouvernementale), chaque parti pousse l'autre à prendre une position plus claire et plus **opérationnelle** du point de vue de la défense des intérêts bourgeois, dans un domaine vital pour un pays impérialiste, et où par conséquent un minimum de consensus est indispensable pour permettre une expérience gouvernementale commune. Il est vrai qu'il

ya longtemps que les partis de gauche ne sont pas au gouvernement, et qu'ils doivent abandonner ces petites marottes que l'on prend dans l'opposition, comme les rêveries pacifistes et autres. Voyons les termes de la polémique.

Au PC qui vient de se prononcer récemment pour la force de frappe, que reproche le PS qui, lui, ne s'y est pas encore décidé officiellement ? De rendre la dissuasion impossible en voulant limiter la portée de cette reconnaissance : en effet on sait que le PC se prononce pour la simple maintenance et non pour le progrès de l'arme nucléaire. Et au PS, qui n'a pas encore choisi, officiellement, la bombe atomique, que reproche le PC ? De vouloir s'en sortir par un référendum au lieu de proposer un choix clair, en parti responsable, la France (éternelle, comme on sait) ne pouvant se contenter d'une position floue dans une matière aussi essentielle, etc.

Or le plus intéressant est que ce jeu de reproches croisés est la parfaite réplique de ceux que les partis de la majorité font parallèlement à l'un et à l'autre des deux grands partis de gauche. La polémique a donc pour fonction de préparer les partis à leurs tâches gouvernementales, tout en martelant, avant tout pour les prolétaires, le principe de la **défense nationale**, c'est-à-dire en transformant la campagne électorale en campagne militariste et impérialiste. Une remarque à faire et qui montre la profondeur des dégâts de la contre-révolution, c'est qu'en cette matière, le PC n'a même plus besoin de parler un langage ouvrier : il peut se permettre carrément le langage de n'importe quel parti bourgeois ordinaire : celui de l'intérêt national, celui de l'intérêt de l'Etat.

Le dernier grain de sel qu'a mis Marchais pour épicer une bataille verbale d'autant plus dure que l'accord de révision va être vraisemblablement plus unanime, est la mise en garde à Mitterrand pour qu'il ne traite pas le PC comme au Portugal, c'est-à-dire comme un larbin que l'on chasse d'un coup de pied quand il a fini de servir. Félicitons Marchais de l'aveu de cette vérité. Mais là aussi, cela ne peut changer la fonction de l'opportunisme ouvrier, qui doit nécessairement, après avoir tenté de faire courber l'échine à la classe ouvrière au gouvernement, être remis à sa place, et ce pour une double raison : parce qu'il peut être plus utile dans l'opposition pour canaliser les réactions ouvrières aux conséquences de la politique à laquelle il a été associé et, en général, parce que seule une cure d'opposition peut lui permettre d'espérer redorer son blason et d'être demain utile une fois encore : voyez Carrillo...

Entente cordiale sino-américaine

Le rapprochement sino-américain, commencé du vivant du grand timonier Mao et de son fidèle lieutenant Chou, se poursuit après leur mort et est passé à un stade supérieur de « coexistence pacifique ». Explorant les possibilités d'une entente qui, dans la perspective de la « guerre inévitable » annoncée par la Chine, s'insère comme un chaînon de plus dans des développements qui préparent un avenir rien moins que pacifique, les deux partenaires se sont assez bien compris. « Nous devons faire des efforts conjoints pour traiter avec l'ours polaire », a déclaré le vice-premier ministre Li Hsien-nien, peiné de ce que M. Kissinger ait « beaucoup craint l'URSS », et qui estime que « les USA devraient être plus fermes avec l'Union Soviétique ». Rassurez-vous, a répondu l'amiral Zumwalt, envoyé de la Maison Blanche, « l'administration actuelle ne partage pas la vision tragique de l'ancienne. Elle a une vision optimiste de l'avenir. Elle est prête à entrer en compétition avec l'URSS si nécessaire » (Le Monde du 24-8-77). L'Amérique a proposé des armes, offre que la Chine a pour l'instant déclinée, en soulignant à son tour des questions comme celle de Formose. Tout ceci est courant dans les marchandages diplomatiques, mais l'essentiel est que la question de fond a été fixée : pouvons-nous collaborer dans un futur carnage mondial ?

L'Amérique, qui aurait le plus grand avantage à répéter, dans un contexte différent, le précédent historique de l'accord Roosevelt-Staline au cours de la deuxième guerre impérialiste, s'est déclarée satisfaite : « Entretiens très sérieux et très utiles », a dit le porte-parole américain (Le Figaro du 24-8-77). Quant à ceux qui devraient constituer la chair à canon du prochain conflit, ils ont été énergiquement rappelés à leurs devoirs par le XI^e Congrès du PCC : il s'agit de « faire de la Chine un pays moderne et fort » en renforçant en particulier sa puissance militaire (Le Figaro du 29-8-77), il faut donc « regarder la réalité en face et se mettre au travail » (Le Monde du 25-8-77), car « c'est un honneur de faire des bénéfices » et « il est honteux d'être déficitaire ».

Pas un mot de la révolution prolétarienne mondiale, pas un mot du défaitisme révolutionnaire, mais au contraire une politique qui mène à l'entre-égorgement des prolétaires de tous les pays. Et ce serait là le phare de la lutte contre l'impérialisme mondial et le révisionnisme soviétique ?

APC/Toulouse : une grève sabotée

A l'usine A.P.C. (Azote Produits Chimiques) de Toulouse, 650 travailleurs postés ont fait grève du 20-6 au 19-7 pour lutter contre la mise en application d'un nouveau plan de roulement pour les travailleurs en 3 x 8. Les conséquences directes de ce projet du patron étaient en effet une nouvelle aggravation des conditions de travail (3 samedis et 3 dimanches de travail supplémentaires par an, suppression de la « journée » hebdomadaire en horaire de jour), et le licenciement de 85 intérimaires.

Les grévistes revendiquaient la non-remise en cause des avantages acquis ; l'embauche des intérimaires ; 33 h 20 de travail hebdomadaire ; l'augmentation des effectifs (un 6^e conducteur par poste).

Dès le début du conflit, les grévistes constituaient des piquets aux portes de l'usine, bloquant ainsi l'entrée des matières premières et la sortie des fabrications. C'était une très bonne chose. Mais l'Intersyndicale dirigée par les bonzes CGT-CFDT, au lieu de construire sur cet élan un rapport de force favorable laissa les grévistes isolés et chercha à les endormir par tous les moyens, avant qu'ils ne s'épuisent et ne se découragent.

Entraîner les 1.100 travailleurs non postés aurait été d'autant plus possible et nécessaire que le dégraissage entrepris par le patron devait toucher ces autres catégories à l'automne, et que les postés ayant lutté seuls en juin auraient été alors trop essouffés et démotivés pour repartir en grève. Pour parvenir à l'extension du mouvement il aurait fallu adjoindre à la plate-forme des postés les revendications des autres catégories, et occuper l'usine. « Les travailleurs de jour ne sont pas mobilisés ! » répétaient les bonzes, gâchant le temps des grévistes par des discours sur les « négociations en cours ».

Cette politique désorganisatrice s'accroît encore quand le patron menaçait de lock-out les travailleurs de jour. Pensez donc, jamais le patron ne fermera son entreprise pour briser la grève, puisque cette mesure est... « illégale en vertu de la convention collective » (!!!), disaient les bonzes. Le 11 juillet, le patron passa néanmoins aux actes ; et il mit à pied les travailleurs de jour.

Illégale la mise à pied ? Le patron se chargeait bien de montrer que la seule « illégalité » que connaisse le droit bourgeois, c'est celle des piquets de grève. Pour obtenir le dégageant des portes, il assigna devant le tribunal les délégués CGT et CFDT. Le 30 juin, 500 travailleurs envahissaient le tribunal, et le jugement était mis en délibéré

jusqu'au lendemain. Loin de profiter de la ferme détermination des grévistes pour organiser une manifestation en ville, où au même moment manifestait aussi 500 ouvriers des Acieries de Decazeville et du Saut du Tarn menacés de licenciement, les bonzes prétendirent qu'il valait mieux attendre pour cela le lendemain où l'on serait plus nombreux... Le lendemain, comme c'était à prévoir, il y eut tout juste 30 militants pour diffuser un tract après le jugement. Le tribunal, tout en déclarant les piquets de grève « légaux », leur ordonna tout aussi « légalement » de libérer les portes. Mais la police n'eut pas à se charger de la sale besogne, les bonzes de la CGT et de la CFDT firent diligence pour faire appliquer la loi.

Ainsi, dans un premier temps, ils convinrent avec le patron dans le dos des travailleurs, qui ne furent informés qu'une semaine plus tard, de laisser entrer les livraisons de matières premières, pourvu que les camions repartent à vide. Ils s'engagèrent en outre par écrit à n'user ultérieurement que de « persuasion » envers les jaunes. En contrepartie, le patron, belle âme, put promettre de ne pas avoir recours à la police, celle-ci s'engageant de son côté à prévenir les bonzes 24 h à l'avance en cas d'intervention ! Enfin, quand le patron profita de la reprise du travail par certains ateliers et par une entreprise de sous-traitance (A.T.M.) pour faire écouler les stocks par ces travailleurs, l'Intersyndicale, le 11 juillet, approuva la reprise du travail par ces ouvriers de 2 x 8 puisque la plate-forme des 3 x 8... « ne les concernait pas » (!), déclarant énergiquement : « Si nous essayons d'appeler ces travailleurs à la grève, nous allons au devant d'une déception » !

D'autre part, les directions syndicales, tout en empêchant l'expression et l'organisation des énergies disponibles pour la lutte, orchestraient la démolition et l'essouffement des grévistes dans les innombrables palabres sans fin avec la direction. Elles tinrent les travailleurs en haleine d'A.G. en A.G., en faisant miroiter à chaque fois de nouvelles promesses non tenues et des possibilités de conciliation pour écarter la lutte ; la CGT alla jusqu'à justifier son appel à la reprise le 11 juillet par la tenue d'une commission paritaire de conciliation groupant représentants régionaux du patronat et des syndicats de la chimie.

La reprise put ainsi être votée le 13 juillet sans que rien n'ait été obtenu, par 206 voix contre 156. Mais ce chiffre seul en dit long sur la résistance des ouvriers à tant de sabo-

tage, résistance qui n'a pu, malheureusement, être cristallisée.

Si cette grève, pourtant déterminée, a été une défaite, ce n'est pas parce que les ouvriers avaient en face d'eux « un patron intransigeant qui a l'appui du gouvernement » (sous-entendu de cette justification de l'opportunisme : « reprenez le travail, et attendez les élections », comme si l'Etat n'était pas toujours la force des patrons, et comme si cette force ne les poussait pas toujours à l'intransigeance !). Si elle a été une défaite, c'est parce que, de bout en bout, elle a été désarmée et sabotée par l'opportunisme. Ces gens-là n'ont qu'un souci : la paix sociale. C'est pourquoi, même et surtout quand les conditions sont réunies pour marquer des points, comme à l'A.P.C., ils conçoivent la grève comme une protestation passive, usant jusqu'à la défaite (qui est ensuite agitée par ces messieurs comme une leçon pour renoncer à lutter) des méthodes réformistes de conciliation, au lieu d'en faire l'arme qu'elle doit être, si elle est maniée par une force de classe.

Quelques militants d'extrême gauche firent bien dans la Commission de Popularisation un travail utile d'information et de collecte sur les entreprises et les « grandes surfaces » mais en se pliant docilement à la discipline imposée par les bonzes. Ils en restèrent dans l'appel à la solidarité à ces objectifs artificiellement limités et renoncèrent à toute tentative pour tisser des liens actifs (débrayage de solidarité, renforcement des piquets) avec les travailleurs de l'extérieur, même là où l'accueil le plus favorable leur était fait. Il y eut par exemple une délégation des travailleurs de la mairie pour se présenter à une porte et proposer de renforcer physiquement les piquets. Cette proposition, et d'autres identiques, ne furent jamais transmises en A.G. !

Les militants de la Commission, estimant sans doute, en habiles tacticiens, gagner progressivement les bonzes à la compréhension des besoins de la lutte, restèrent silencieux sur ces besoins pour ne pas les contredire, pendant toute la grève, attendant le mardi 12 juillet (jour du lock-out et du dégageant des portes, donc bien trop tard) pour déclarer timidement à l'A.G., déjà démolie par le matraquage de la C.G.T. : « Il faut se donner les moyens de vaincre, il y aurait possibilité de faire débrayer les autres catégories ! » Mais quand l'un de nos camarades, à l'A.G. du jeudi 7 juillet, avait demandé le micro, ces militants avaient applaudi au refus des bonzes en disant : « Vous ne faites pas partie de l'entreprise. »

« Unité sereine » des directions CGT-CFDT

(suite de la page 1)

pas d'apprécier la folle hardiesse de Séguy qui envisage de « placer le gouvernement de la gauche devant une revendication du SMIC à 2.400 F », c'est-à-dire tout simplement d'enregistrer l'inflation, et encore, mesurée à l'indice gouvernemental (moins de 10 %). Et d'ici là ? Discrétion, prudence, et si la base pousse, tenez-vous bien, on ira jusqu'à la journée d'action !

Le nombre des chômeurs officiels atteint le million et demi, on licencie par milliers dans la sidérurgie, immigrés en tête de liste, et les travailleurs jetés sur le pavé reçoivent des directions syndicales des invitations au calme, des condoléances dans l'attente de nationalisations qui, dans le cadre capitaliste, laisseront le problème intact.

Enfin, comme G. Marchais l'a souligné malignement — la complicité n'empêche pas la concurrence —, E. Maire a fait encore un pas depuis la plate-forme de juin, en acceptant d'envisager dans son interview au

Monde du 17 août la réduction du temps de travail avec réduction de salaire.

La CFDT a beau s'évertuer à rectifier dans le numéro du 1^{er} septembre de *Syndicalisme*, les « interprétations erronées » et les « commentaires tendancieux », elle ne fait que confirmer cette concession, en précisant qu'elle n'accepterait cette « non compensation totale du salaire » que si de telles réductions d'horaires étaient faites par un gouvernement de gauche pour créer des emplois, « par millions » (diable !). La logique de cette vision bourgeoise du partage dans les conditions de la concurrence capitaliste du travail existant, vision commune à la droite, à la gauche, et à une grande partie de l'« extrême gauche », c'est bien en effet d'accepter ce genre de sacrifices. Elle se traduira sans doute concrètement par... de nouveaux accords sur le chômage partiel dont les travailleurs de la sidérurgie, de l'automobile, etc. goûtent déjà les bienfaits.

Même s'ils sont encore bercés par la chanson des miracles réformistes, et n'entendent pas encore l'hymne ouvert à l'austérité que

les Séguy et les Maire de là-bas serinent à leurs camarades italiens, les travailleurs attaqués dans tous les éléments de leur vie par le capitalisme sont déjà prévenus. Les lieutenants ouvriers des intérêts capitalistes seront de loyaux, actifs et prévenants serviteurs d'un gouvernement de gauche comme ils l'ont été des précédents gouvernements de la bourgeoisie, de droite comme de gauche. Les travailleurs devront lutter pour briser cet étai opportuniste et pour imposer avec des moyens de lutte réels les revendications nécessaires à leur défense immédiate et propres à empêcher la division entre catégories ouvrières, principalement :

- semaine de 35 heures sans diminution de salaire,
- SMIC à 2.500 F, y compris pour les demandeurs d'emploi, les appelés, les retraités,
- salaire intégral aux chômeurs,
- aucune discrimination entre les travailleurs, notamment français et immigrés.

Le tour de vis portugais

(suite de la page 1)

nière mesure, mais ce n'est là qu'une simple « procédure protocolaire » de l'opportunisme, qui se garde bien d'organiser la moindre riposte efficace : la seule chose qu'il a faite — à part, bien sûr, de saboter toute tentative de défense des ouvriers — contre les licenciements massifs a été... d'emboucher la trompette de la condamnation hypocritement outrée. Sa feinte indignation ne peut cependant cacher le fait que la mesure prise par Soares & Cie n'est que le corollaire logique de la politique de défense et de redressement de l'entreprise, âme de la sacrosainte économie nationale, et dont Cunhal et ses compères syndicaux sont aussi les champions. En effet, que signifie cette suspension des conventions collectives sinon le sacrifice des

« droits » et des « acquis » de l'ensemble des travailleurs d'une branche devant les impératifs particuliers de chaque entreprise, sacrifice que les « communistes » n'ont jamais cessé de demander ?

Mais il n'y a pas que les ouvriers qui récoltent les fruits amers de la fausse révolution portugaise : les paysans aussi ont droit aux délices du « socialisme à la portugaise ». De même que le redressement de l'industrie signifie des coups toujours plus durs contre les conditions de vie des ouvriers et la disparition des maigres « conquêtes » consécutives au 25 avril, de même le redressement de l'agriculture entrepris avec la nouvelle « réforme agraire » promulguée en juin dernier se fera par une offensive en règle contre les conditions de vie et de

travail des travailleurs de la campagne. Le nec plus ultra de la loi Barreto, l'archi-socialiste ministre de l'agriculture, est en effet la restitution d'une bonne partie des terres occupées (de 25 à 50 % selon Rouge du 30-8-77) aux anciens propriétaires, premier pas vers leur récupération totale, sinon par de nouvelles lois agraires appuyées sur la force répressive de l'Etat, de toute façon par le biais tout à fait pacifique, civilisé et « naturel » des lois du marché.

La « révolution » a donc été trahie ? Pas du tout. Ceci n'est que le complément nécessaire du 25 avril, de même que, depuis toujours, la « fraternité universelle » n'est que le prélude d'une phase ultérieure, où la classe dominante dévoile l'antagonisme irréductible entre les classes.

Presse du Parti

Voici le sommaire du N° 16 (30 août) de :

il programma comunista

- Perché dalla crisi esca non il capitale ma la classe operaia.
- Inflazione e disoccupazione.
- Vertenza dei grandi gruppi : Fiat, Bagnoli, Lanerossi.
- La nuova filosofia post '68.
- Retorica attivista o preparazione rivoluzionaria ?
- Lenin e la « Pravda ».
- Africa : Sul continente nero si appuntano le mire delle potenze imperialistiche.
- Cronache internazionali : Lo sciopero dei nettouyers parigini - Lo sciopero alla Grunwick - Argentina.
- Nostri interventi.



Au sommaire du n° 24 (juin-septembre 1977) de

EL PROGRAMA COMUNISTA

- * A la memoria de los millares de proletarios ferrozmente asesinados en Shanghai el 13 de abril de 1927 y en los meses sucesivos en toda China.
- * En defensa de la continuidad del programa comunista: Tesis de la Fracción Comunista Abstencionista del Partido Socialista Italiano (1920).
- * Factores económicos y sociales de la revolución en América Latina (1).
- * España: la democracia blindada.
- * Notas internacionales: La situación en Italia — Las oposiciones en los países «socialistas» — La normalización bor-guesa en Angola.

programme communiste

REVUE THEORIQUE

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

- A Bruxelles : le 2^e dimanche de chaque mois, donc le 11 septembre et le 9 octobre, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

- A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
- A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 10 h à 12 h (derrière l'Eglise) le premier dimanche de chaque mois soit le 2 octobre.
- A Lyon : le premier samedi de chaque mois, soit le 1^{er} octobre, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.
- A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1 bd Roosevelt.
- A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le troisième dimanche de chaque mois, soit le 18 septembre et le 16 octobre.
- A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zürich.
- A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

- A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le premier et le troisième samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, soit le 17 septembre et le 1^{er} et 15 octobre, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE

BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Le communisme et les nationalisations

Pour l'étude des rapports entre capitalisme et formes de propriété, nous renvoyons le lecteur à l'étude du magnifique travail de parti qu'est *Propriété et Capital* (1). Rappelons simplement ici que l'opposition entre propriété privée et nationalisation ne rend pas compte de l'opposition entre capitalisme et communisme, à moins qu'on ne comprenne tout à fait de travers la formule célèbre selon laquelle le socialisme « suppose l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange ».

En effet, la caractéristique du capitalisme, comme mode social de production, ne réside pas tant, au sens strict, dans l'existence de la propriété privée des moyens de production, qui existe bien avant lui et dont il peut, comme nous le verrons, se passer, mais dans l'échange entre le capital et le salaire. Comme on peut le lire dans le *Manifeste*, « l'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour condition essentielle l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital. La condition d'existence du capital c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux » (2). Il s'ensuit donc dialectiquement que les caractéristiques de l'économie socialiste se dégagent de la suppression du marché, qui est la clé de l'élimination des termes inséparables de capital et de salaire, et qui signifie l'abolition de toute propriété privée.

C'est qu'échange et propriété privée sont des catégories qui ne vont pas l'une sans l'autre. Il n'y a pas d'échange sans propriété privée, ou plus exactement, si l'on veut bien faire abstraction des formes juridiques particulières pour ne retenir que le contenu social du rapport, sans appropriation privative, exclusive, sans l'interdiction à autrui d'utiliser une chose. Notons en passant que ceci s'étend à la propriété d'Etat qui, elle aussi, est privative : l'écriteau « propriété publique » ne donne pas plus le droit d'entrer que le détesté « propriété privée ». C'est parce que ceci est à moi, en réalité pas aux autres, que ces autres doivent passer par moi.

Le capitalisme suppose plus que ce rapport, assurément. Il suppose toute une évolution historique qui a réalisé la séparation du producteur de ses conditions de travail (terre, outils et moyens de subsistance). Ce dernier est ainsi contraint de passer par le marché où il vend sa force de travail pour pouvoir bénéficier des outils, qui appartiennent désormais à d'autres, peu importe qui en regard de notre définition ; il est également condamné à se procurer sur le marché les moyens de subsistance. C'est le même processus qui sépare les travailleurs de leurs moyens de travail et qui concentre ces moyens dans les mains du capital.

On peut donc voir que le capital suppose, non la consécration, mais bien la destruction d'une forme de la propriété privée. Comme le montre *Le Capital*, « le mode de production et d'accumulation capitaliste, et partant la propriété capitaliste, présuppose l'anéantissement de la propriété fondée sur le travail personnel ; sa base, c'est l'expropriation du travailleur » (3).

Autant dire que propriété privée, même des moyens de production et d'échange, et propriété bourgeoise ne coïncident pas. Le *Manifeste* tient bien compte de ce décalage, précisons-le contre d'éventuels critiques qui nous accuseraient de monter des théories à nous : « Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise est la dernière et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation fondé sur des antagonismes de classes, sur l'exploitation des uns par les autres. En ce sens les communistes peuvent résumer leur théorie dans la formule unique : abolition de la propriété privée » (4).

On met donc sous cette formule la propriété d'aujourd'hui. On peut l'utiliser dans ce sens si on ne la prend pas juridiquement (par exemple par opposition à d'autres formes qui recouvrent le même contenu social), c'est-à-dire si on met l'accent sur son sens social qui est d'être appropriation privative de travail social ; il faut l'entendre au sens où la propriété bourgeoise, parce qu'elle donne, quelle que soit sa forme, le droit au propriétaire de disposer du produit du travail et donc du surtravail, permet l'accumulation de capital ; en ce sens enfin que les communistes voient derrière la propriété bourgeoise l'intégrale des formes d'appropriation privative du travail social.

Le capital, comme processus d'appropriation du travail social par une entité privée et non sociale (et l'Etat n'est pas lui-même la société), est bien un rapport social, un rapport entre les hommes, et donc un rapport historique. Il en découle d'abord qu'il est historiquement limité, c'est-à-dire qu'il a une fin, mais aussi qu'il est historiquement déterminé : il n'apparaît jamais dans la forme traitée et intemporelle que nous avons

La construction théorique du marxisme révolutionnaire a été tellement submergée par les ténèbres de la contre-révolution stalinienne, qui a prétendu la remplacer par des formules de plus en plus ouvertement bourgeoises que, même chez les critiques prétendument révolutionnaires du stalinisme, la confusion atteint le sommet sur la question vitale des rapports entre le communisme et les diverses formes de propriété. Au point qu'encore aujourd'hui, au dire de ces « révolutionnaires » l'Etat russe devrait être défendu contre les autres parce qu'il préserverait cet acquis du socialisme que seraient les « nationalisations ». Aberration théorique qui à son tour nourrit cette autre stupidité théorique, absolument réactionnaire, qui voit le socialisme dans le contrôle décentralisé de l'économie par les ouvriers au niveau de l'unité de production elle-même.

La question revêt une importance accrue du fait que la lutte politique fait de nouveau, comme c'est désormais l'habitude dans le mouvement ouvrier, miroiter à la classe ouvrière un allègement de son sort par la nationalisation des entreprises, mensonge qu'il ne serait pas difficile d'éliminer si là encore, les critiques dégénérés du stalinisme ne tombaient dans le piège tendu par le réformisme en remettant à demain, dans leur gradualisme foncier, la question du pouvoir politique.

décrite par commodité. Il prend dans la réalité des formes qui changent, il adapte à lui des formes de propriété qui correspondent à la reproduction et à l'extension de ses rapports économiques en constant bouleversement.

Au départ, l'accumulation primitive de capital est donnée non par le mécanisme du capital industriel proprement dit, mais par la décomposition des rapports sociaux du Moyen-Age sous le puissant dissolvant de l'argent. Il y a bien sûr la figure des grands banquiers et des grandes compagnies de navigation, mais le capital caractéristique ne fait qu'un avec le marchand, le fabricant qui avance sa fortune personnelle, et ceci dure jusqu'au personnage célèbre du bourgeois bedonnant et en haut-de-forme du siècle dernier.

Mais l'accumulation du capital n'est pas simple appropriation de plus-value dans les mains du propriétaire, ce qui suffirait pourtant à expliquer la croissance des capitaux individuels et le changement de la forme de propriété. Elle est aussi un processus d'élimination des capitaux plus petits par les capitaux plus gros, un processus de concentra-

tion relative de la richesse sociale à un pôle de la société qui double le premier processus de concentration absolue.

C'est ce processus de concentration historique des richesses sociales, des moyens de production, d'échange et de subsistance, c'est cette tendance historique inhérente au capitalisme qui est la base même du socialisme, c'est-à-dire de l'appropriation sociale des richesses sociales, d'une forme nouvelle d'appropriation qui correspond réellement à la nature même de la production devenue sociale et qui permette d'en finir enfin avec la misère, l'anarchie et l'oppression qui découlent de la contradiction croissante entre les formes et les forces de production.

« Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet du travail individuel, en propriété capitaliste, dit encore Marx dans *Le Capital*, il a fallu plus de temps, d'effort et de peines, que n'en exigera la métamorphose en propriété sociale de la propriété capitaliste, qui de fait repose sur un mode de production déjà collectif. Là il s'agissait de l'expropriation de la masse par les usurpateurs ; ici il s'agit de l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse » (5).

1. - Capitalisme et formes de propriété

Ce processus de concentration du capital, c'est-à-dire d'expropriation des capitalistes eux-mêmes après celui des travailleurs immédiats, conduit à un nombre toujours plus petit d'usurpateurs. L'étude de ses formes juridiques a déjà été admirablement synthétisée par Engels dans *l'Anti-Dühring*, il y a exactement un siècle, c'est-à-dire un siècle de trop pour le capital, et aussi un siècle de trop pour toute la racaille du socialisme à ses ordres, qui feint de trouver dans la modification des formes de propriété capitalistes un motif pour condamner le marxisme et la révolution prolétarienne, violente et antidémocratique.

Dans ces pages d'un souffle puissant, Engels étudie la transformation de la propriété individuelle en propriété collective avec le développement des sociétés par actions, qui bat son plein à cette époque ; il déchiffre la naissance des trusts comme réponse bourgeoise à la nécessité de lutter contre l'anarchie capitaliste : « Dans les trusts, la libre concurrence se convertit en monopole, la production sans plan de la société capitaliste capitule devant la production planifiée de la société socialiste qui s'approche » (6) ; il prévoit donc leur développement et leur généralisation, et pousse à fond en théorie la tendance du capitalisme pour anticiper sur les formes juridiques qui précéderont ensuite : « Quoi qu'il en soit, avec ou sans trusts, il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, en prenne la direction. La nécessité de la transformation en propriété d'Etat apparaît d'abord dans les grands organismes de communication : postes, télégraphes, chemins de fer ».

Serait-ce dans cette vision qu'il faudrait voir l'incapacité du marxisme à prévoir l'avenir de la société ? Nous nous limitons ici volontairement à des citations de Marx et d'Engels pour bien faire ressortir l'actualité du matérialisme historique pour affronter des problèmes dont on a de plus tout loisir de constater qu'ils ne sont nullement nouveaux pour le mouvement communiste. C'est ainsi que la critique implacable d'Engels contre l'idée que la nature de capital des forces productives pourrait être changée du fait que l'Etat aurait porté la main sur elles répond par avance à toutes les attaques ultérieures :

« Ni la transformation en sociétés par actions ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir

les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle que soit sa forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des ouvriers, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble ».

Voici donc la tendance irrésistible du capitalisme : concentrer le capital dans les mains de l'Etat (c'est ce qu'on appelle depuis un bon moment le *capitalisme d'Etat*). La propriété d'Etat est bien la forme ultime, la forme la plus achevée de la propriété bourgeoise, celle qui accomplit au mieux les tendances à la concentration et à la dépersonnalisation du capital. « La bourgeoisie, remarque Engels plus loin, s'avère comme une classe superflue ; toutes ses fonctions sont maintenant remplies par des employés rémunérés ». Seuls les petits-bourgeois impuissants qui ont comme idéal la situation du fonctionnaire peuvent prendre cela pour du socialisme !

La propriété d'Etat est donc l'enveloppe la plus adaptée du capitalisme avancé, impérialiste, pourrissant, de la même manière que la société par actions est l'enveloppe la plus adaptée du capitalisme libéral. Elle n'a rien à voir avec une forme caractéristique du socialisme. Bien au contraire, le but, la caractéristique du socialisme, du point de vue de la propriété, n'est pas dans une forme de propriété privative, dont la propriété d'Etat n'est que la forme la plus moderne, mais bien dans l'appropriation sociale directe des moyens de production et dans l'appropriation individuelle directe (dans la distribution et non dans l'échange) des moyens d'existence et de jouissance, comme l'explique toujours Engels. En d'autres termes, le socialisme ne supprime pas la propriété, il la dépasse en fondant la propriété individuelle des travailleurs associés sur la propriété commune des moyens de production.

Le célèbre passage d'Engels sur la propriété d'Etat a cet autre avantage de montrer clairement que le prolétariat n'a rien à attendre de cette forme tant célébrée en régime bourgeois : il n'a aucun moyen de contrôler l'Etat qui reste au service de la classe adverse et qui, en se faisant encore plus capitaliste, est nécessairement encore plus féroce pour les ouvriers. La propriété d'Etat est la forme qui soumet le plus l'Etat bourgeois aux exigences du capital.

C'est sans doute ici le moment de dire un mot du terme de « nationalisation » aujourd'hui à la mode. Derrière lui se cache en réalité le fait que telle ou telle entreprise tombe dans la propriété commune de la classe capitaliste et, en son nom, d'une poignée toujours plus petite d'expropriateurs. Le terme de « nationalisation » est un mot creux car, au sens strict, si l'Etat s'empare du capital, il ne peut le mettre qu'au service d'une classe et non de la nation : l'Etat bourgeois est un Etat de classe. Quant à l'Etat prolétarien, il aura dix fois moins de raisons de parler de nationalisations qu'il assurera, en donnant la propriété à l'Etat dans un premier temps, le contrôle des entreprises par la classe prolétarienne afin de mettre les richesses à la disposition non des nations, dont les forces productives ont désormais dépassé les limites, mais de la société toute entière.

Les communistes ne voient donc nullement dans la propriété d'Etat, ou si l'on veut dans les nationalisations réalisées par le capitalisme, un acquis, une conquête à défendre, mais le rappel insistant que le mode de production est déjà mûr pour le socialisme, un rappel de l'urgence des tâches révolutionnaires.

En effet, avec la propriété d'Etat, « le rapport capitaliste est poussé à son comble. Mais, arrivé à ce comble, il se renverse. La propriété d'Etat sur les forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle renferme le moyen formel, la façon d'accrocher la solution ». Ou bien « le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'Etat », mais par là, fait remarquer Engels dans un brillant raccourci, « il se supprime lui-même en tant que prolétariat, il supprime les différences de classe et les oppositions de classes, et également l'Etat en tant qu'Etat », ou bien le capitalisme devient toujours plus un capitalisme concentré, un capitalisme d'Etat, c'est-à-dire un capitalisme qui singe toujours plus le socialisme dont il rappelle l'urgence, mais au prix d'une misère et d'une oppression sans cesse plus bestiales.

Le problème réel qui se trouve dans la question de la propriété d'Etat, ou si l'on veut des nationalisations, c'est la question centrale : qui a le pouvoir ?

La suite de cette série montrera la différence entre les nationalisations en régime bourgeois et les nationalisations opérées par le pouvoir prolétarien.

(à suivre)

NOTES

(1) *Propriété et Capital* n'est hélas pas disponible en français. Cependant de courts extraits de ce texte de parti publié dans notre revue théorique de l'époque entre 1948 et 1952, Prometeo, ont paru dans le numéro 218 du *Prolétaire* ainsi que dans notre brochure récente : Qu'est-ce que le socialisme ?

(2) *Le Manifeste*, I, Bourgeois et prolétaires.

(3) *Le Capital*, Livre I, ch. 24.

(4) *Le Manifeste*, II, Prolétaires et communistes.

(5) *Le Capital*, Livre I, ch. 23.

(6) Cette citation ainsi que les suivantes sont tirées de *l'Anti-Dühring*, III^e partie : *Le Socialisme*, ch. II : Notions théoriques.

Gewalt und Diktatur im Klassenkampf

C'est le titre de la nouvelle brochure en langue allemande, n° 6 dans la série « Texte der Internationalen Kommunistischen Partei ». Elle reprend, avec une courte introduction le texte « Force, violence et dictature dans la lutte des classes », 72 pages, 6 F.



La grève des nettoyeurs du métro

— Leçons et bilan —

Les deux éditions de cette brochure (56 pages dans l'édition française et 72 dans l'édition arabe) sont disponibles. Lecteurs, sympathisants, passez commande, diffusez-la largement autour de vous ! Prix : 4 F.